

## **UNITÉ, REVENDICATIONS, INDÉPENDANCE SYNDICALE (URIS)**

**L'HEURE EST A L'ACTION, PAS A UN « CONCLAVE »,  
POUR OBTENIR L'ABROGATION DE LA REFORME DES RETRAITES ET DES 64 ANS,  
LE RETRAIT DU BUDGET LECORNU,  
POUR DÉFENDRE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET TOUTES NOS REVENDICATIONS.**

Lecornu a promis la suspension de la réforme des retraites. Un recul qui montre l'étendue de la crise politique en cours. Mais rappelons que la demande portée par des millions depuis 2023 est celle d'abrogation de la réforme et des 64 ans.

Mais déjà le gouvernement annonce une nouvelle conférence sociale avec les partenaires sociaux dans laquelle serait discutée la mise en place d'un régime par points, ou par capitalisation pour lesquels, et Lecornu s'en est félicité, la CFDT « n'a pas de tabou ». Alors que la FSU a participé aux discussions versant fonction publique du conclave, le rôle du SNUipp est de mandater la FSU pour refuser de s'associer à cette nouvelle concertation et d'engager l'action pour l'abrogation de la réforme et pour repousser les projets de retraite par capitalisation ou de retraite par points.

Mais surtout cette suspension s'accompagne d'un budget d'austérité :

- suppression de 4018 postes d'enseignants dont 1891 dans le premier degré, préparant des milliers de fermetures de classes,
- suppression de la majoration des allocations familiales pour les enfants de plus de 14 ans.
- année blanche pour les traitements des fonctionnaires et les pensions des retraités.

Les représentants de la FSU ont, pour leur part, demandé lors du CSE du 1<sup>er</sup> octobre « un autre budget ». Pourquoi ce terme ? Faudrait-il cesser de demander le retrait du budget ?

L'heure est à l'action pour obtenir le retrait du budget Lecornu avec 31 milliards d'économies sur le dos des salariés :

La FSU a signé les accords proposés par le gouvernement mettant en place la Protection Sociale Complémentaire qui va s'appliquer à partir de d'avril 2026. Pourquoi s'en cacher dans la presse fédérale ? La FSU doit engager, avec tous les syndicats, dans l'unité, l'action pour la défense de la Sécurité Sociale

basée sur le principe « à chacun selon ses besoins » et financée par les cotisations des employeurs : suppression des 300 milliards d'exonérations de cotisations et d'aides aux entreprises.

N'oublions pas que ces plans d'économies visent à permettre l'augmentation du budget de la guerre : 6 milliards de plus, dans le cadre de la loi de programmation militaire accordant 413 milliards en 7 ans à la guerre.

Notre rôle, comme organisation syndicale ne peut pas être de soutenir un ou des partis politiques, ni aujourd'hui lorsqu'ils sont dans l'opposition, ni demain s'ils sont au gouvernement, ni de se prêter aux campagnes de division.

Nous nous souvenons toutes et tous des grèves de 2023 sur les retraites. Mais les 14 journées d'actions ont laissé des traces notamment financièrement pour de nombreux collègues. Elles n'ont pas permis, malgré leur importance, de l'emporter. Pour gagner et pour faire reculer le gouvernement, la FSU ne doit pas s'engager dans un cycle de 14 journées d'actions ou de séries de journées saute-moutons qui sont majoritairement critiquées par les collègues.

L'action est nécessaire et souhaitée par les personnels comme la journée du 18 septembre l'a montré. Ayons en tête qu'une victoire du mouvement social changerait toute la situation et barrerait la route à l'arrivée au pouvoir du RN au moment où la politique de Macron lui ouvre la voie.

L'appel à des assemblées générales est nécessaire tout comme l'appel des organisations syndicales à préparer l'action, la grève, si le gouvernement ne cède pas sur nos revendications. Or la situation actuelle, la position de faiblesse du gouvernement permet de l'emporter. Saisissons l'occasion !

Pour URIS : Bernard Labat